

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 26/01/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/01/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TEINTURES ET IMPRESSIONS DE LYON

1960 RTE DE FRANS
BP 60450
69400 Villefranche-sur-Saône

Références : UD-R-CTESSP-24-26-PS
Code AIOT : 0006103875

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/01/2024 dans l'établissement TEINTURES ET IMPRESSIONS DE LYON implanté 1960 RTE DE FRANS 69400 Villefranche-sur-Saône. L'inspection a été annoncée le 04/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TEINTURES ET IMPRESSIONS DE LYON
- 1960 RTE DE FRANS 69400 Villefranche-sur-Saône
- Code AIOT : 0006103875
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement réalise des opérations d'impression, d'apprêt et de finition (ainsi que les opérations liées de désencollage, lavage, séchage...) sur des tissus en fibre cellulosique (coton & viscose) et polyester.

La situation administrative de l'établissement est la suivante :

- Autorisation au titre des rubriques n°2330-1, 3620, 29 10-A-1
- Déclaration au titre des rubriques n° 15 10-3, & 2925.

L'établissement est réglementé par l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2010 modifié en dernier lieu par l'arrêté préfectoral du 25 avril 2017 (rejets aqueux). Depuis 2019, l'exploitant ne rejette plus ses effluents dans la station d'épuration de la Communauté d'Agglomération Villefranche-Beaujolais-Saône. Il a mis en place une station de traitement interne et rejette ses effluents dans la Saône.

Thèmes de l'inspection :

- Surveillance des eaux
- Stockage de peroxyde d'hydrogène
- Produits chimiques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Rejets eaux – surveillance	Arrêté Préfectoral du 08/10/2010, article Annexe 3	Demande d'action corrective	6 mois
3	Emploi et stockage de peroxyde d'hydrogene	Arrêté Préfectoral du 08/10/2010, article 8.8	Demande d'action corrective	4 mois
4	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Demande d'action corrective	4 mois
5	Fiche de données de sécurité REACH	Règlement européen du 18/12/2006, article 30, 35, 37-5	Demande d'action corrective	4 mois
6	Capacité et entretien des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I, 25-II et VI	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Incident de 2023 – suite de l'inspection	Arrêté Préfectoral du 08/10/2010, article 2.1.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Etiquetage des produits chimiques	Règlement européen du 16/12/2008, article 17	Sans objet
8	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et III	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite a permis de relever des non-conformités vis-à-vis des prescriptions examinées. L'exploitant devra fournir selon les délais mentionnés dans le présent rapport, les éléments permettant de justifier de la mise en œuvre des actions correctives nécessaires pour lever ces non-conformités.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Incident de 2023 – suite de l'inspection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/10/2010, article 2.1.1
Thème(s) : Autre, Déversement accidentel
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour [...] :</p> <ul style="list-style-type: none"> - prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments. <p><u>Demande n°2 (UD-R-CTESSP-23-105-PS) :</u> Sous un délai de 2 mois, l'exploitant mettra en conformité le stockage d'acide chlorhydrique afin de prévenir, en toutes circonstances, le déversement accidentel d'acide chlorhydrique dans le Morgon.</p>
<p>Constats :</p> <p>En mars 2023, un déversement accidentel de 490L d'acide phosphorique dans le Morgon a eu lieu suite à la rupture d'un tuyau souple transparent reliant l'IBC (au niveau du robinet) au coffret d'acide phosphorique. Sur site, l'inspection a pu constater le nouveau dispositif mis en place par l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la vanne de l'IBC est désormais en position fermée hors utilisation de l'acide phosphorique ; - une rétention mobile couverte et résistante aux UV a été mise en place ; - la tuyauterie est inclinée dans la rétention et protégée par un tube PVC.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Rejets eaux – surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/10/2010, article Annexe 3

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux
<p>Prescription contrôlée : 2.2-Qualité des rejets [..] Dans le cas d'une autosurveillance permanente , 10 % de la série de résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle. 3.2 – au moins une fois par an, les mesures sont effacées par un organisme choisi en accord avec l'inspection des établissements classés. Ce contrôle portera sur l'ensemble des rejets et paramètres ci-dessus. <u>Demande N°4 (UD-R-CTESSP-21-075-ELL) :</u> l'exploitant doit prendre les dispositions pour respecter ses VLE même aux périodes de redémarrage.</p>
<p>Constats : En novembre 2023, 8 dépassements en N ont été observés sur 25 mesures avec une concentration maximum observée à 110 mgN/l, soit plus de 2 fois la valeur limite . L'exploitant a indiqué que des dépassements en N sont également observés au mois de janvier.</p> <p>L'exploitant a expliqué qu'un ingénieur de Véolia travaille actuellement sur la problématique. Il a été observé une baisse significative de bactéries au niveau du traitement biologique. La cause de cette observation n'a pas encore été clairement identifiée. L'exploitant a précisé que le fonctionnement de la STEP est dégradé en raison de la baisse d'activité celle-ci est arrêtée les week-ends. Il procède à un apport d'urée pour alimenter les bactéries.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> <p><u>Demande N°1 :</u> sous un délai de 6 mois, l'exploitant doit prendre toutes les dispositions pour respecter sa VLE en N. Le rapport de Véolia concernant le traitement biologique sera tenu à la disposition de l'inspection.</p>
Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Emploi et stockage de peroxyde d'hydrogene

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/10/2010, article 8.8
Thème(s) : Risques chroniques, Emploi et stockage de peroxyde d'hydrogene
<p>Prescription contrôlée : 8.8.1 – Implantation. Le stockage de peroxyde d'hydrogène doit s'effectuer à l'air libre ou dans des locaux spéciaux, bien ventilés, construits en matériaux non combustibles. Les réservoirs doivent être équipés d'évents permettant le dégagement vers l'extérieur de l'oxygène gazeux susceptibles d'être libéré par le peroxyde d'hydrogène. Les cuves doivent porter en caractères très lisibles le nom du produit et les symboles de danger. Elles sont tenues à l'écart de la lumière solaire et de toute source d'ignition. Les matières inflammables et les produits susceptibles de réagir vivement avec le peroxyde d'hydrogène doivent être proscrits des lieux de stockage. Ces récipients ne doivent pas être affectés à d'autres usages ; en particulier ils ne doivent pas être utilisés pour stocker d'autres produits.</p> <p>8.8.2 – Vérification des réservoirs et des récipients. Les réservoirs et récipients fixes et leurs accessoires sont contrôlés visuellement tous les mois et</p>

avant chaque remise en service en cas d'interruption supérieure à quinze jours. Ils sont inspectés tous les trois ans (visite approfondie avec contrôles non destructifs). Les réservoirs et récipients mobiles sont contrôlés visuellement lors de la réception puis tous les mois en cas de stockage prolongé.

8.8.4 – Exploitation

L'exploitation se fait sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance sur les dangers des produits stockés et utilisés.

Des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment [...]

Constats :

Le peroxyde d'hydrogène est stocké en extérieur dans une cuve aérienne de 30 m³ sur une rétention béton. La cuve possède un évent. Les symboles de danger et le nombre du produit sont lisibles sur la cuve et les consignes sont affichées sur la zone.

L'exploitant a indiqué que le contrôle approfondi à réaliser tous les 3 ans n'est pas réalisé et avoir demandé un devis à un bureau d'étude.

Incident

En novembre 2023, une baisse anormale de 10 m³ en 1 mois a été observée. La cuve est directement reliée à une machine et à la cuisine de blanchiment par des pompes sécurisées par un fonctionnement de maximum 20 min.

L'exploitant indique ne pas savoir l'origine de la « perte » : aucune dispersion de produits n'a été observé en intérieur ni à l'extérieur et le paramètre DCO de la STEP n'a pas varié.

L'exploitant a transmis un rapport d'incident et a indiqué avoir mis en place une action corrective : fermeture de la vanne d'approvisionnement en dehors des process.

Depuis aucune perte n'a été observée.

Sur site, l'inspection n'a pas observé de traces de fuite de peroxyde d'hydrogène. Le peroxyde d'hydrogène a une action bactéricide et une fuite dans le process pourrait expliquer la perte des bactéries au niveau du traitement biologique de la STEP.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Demande N°2 : sous un délai de 4 mois, l'exploitant réalise le contrôle approfondi de la cuve de peroxyde d'hydrogène. La réalisation du contrôle triennal est ajoutée aux consignes. Les rapports des contrôles sont tenus à la disposition de l'inspection.

Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Etat des stocks de produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49

Thème(s) : Produits chimiques, Produits chimiques

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

Constats :

<p>L'exploitant a transmis un état des stocks issu du logiciel ERP. Seul le nom commercial des produits est mentionné et la localisation des stockages est absente. L'exploitant a également transmis une extraction de sa base de données produits chimiques où le type de produits et leur localisation sont mentionnées.</p> <p>L'exploitant a proposé de mettre à jour mensuellement un état des stocks complet avec un plan des zones de stockage (intérieur et extérieur) et de le stocker au point de rassemblement en extérieur.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective <p><u>Demande N°3 :</u> sous un délai de 4 mois, l'exploitant met en forme un état des stocks avec le nom usuel des produits, leur zone de stockage et la quantité présente. Il est stocké avec un plan des zones de stockage et de manière à ce qu'il soit accessible en toutes circonstances (hors du site et par plusieurs personnes).</p>
Proposition de délais : 4 mois

N° 5 : Fiche de données de sécurité REACH

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 30, 35, 37-5
Thème(s) : Produits chimiques, Produits chimiques
Prescription contrôlée : <p>Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.</p> <p>Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.</p> <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises.</p>
Constats : <p>L'exploitant a fourni les FDS des 3 produits (peroxyde d'hydrogène (stockage en réservoir), acticide MBS et le persolvant NT). Les fiches de contrôle correspondantes sont en annexe du présent rapport. Le numéro ORFILA est manquant pour les FDS du peroxyde d'hydrogène et du persolvant NT.</p> <p>Les FDS sont stockées sur le logiciel ERP sauvegardé dans le cloud et dans un classeur présent dans le bureau qualité. Dans l'atelier, des fiches simplifiées sont affichées au niveau des zones de stockage. Lors de la visite, les fiches étaient manquantes pour la cuisine "gomme".</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective <p><u>Demande N°4 :</u> sous un délai de 4 mois, l'exploitant s'assure que les FDS du peroxyde d'hydrogène et du persolvant NT soient conformes.</p> <p><u>Demande N°5 :</u> sous un délai de 4 mois, l'exploitant s'assure que les fiches simplifiées FDS soient présentes dans toutes les zones de stockage de l'atelier.</p>
Proposition de délais : 4 mois

N° 6 : Capacité et entretien des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I, 25-II et VI
Thème(s) : Produits chimiques, Produits chimiques
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : [...] Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses [respectent également ces prescriptions] La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses [respectent également ces prescriptions]. A défaut, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement. L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant.
Constats : Sur site, l'inspection a fait les constats suivant : <ul style="list-style-type: none">• le peroxyde d'hydrogène est stocké en réservoir de 30 m³ entourés d'une rétention béton conforme.• dans la droguerie, les GRV sont stockés sur des rétentions métalliques conformes.• dans le stockage de liquide inflammable, les produits sont stockés sur une rétention métallique conforme.• les cuisines présentes dans l'atelier n'ont pas de rétention dédiée. Des avaloirs sont présents dont les canalisations sont connectées à la STEP. La STEP ne constitue pas une rétention et une perte importante de produits dangereux pourrait dégrader l'efficacité de la STEP. Les avaloirs et/ou canalisations pourraient être obturés afin d'éviter toute perte de produits dangereux dans la STEP et utiliser l'atelier comme rétention. Depuis l'incident de 2023, l'exploitant a mis en place une surveillance mensuelle des bacs de rétention.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective Demande N°6 : sous un délai de 6 mois, l'exploitant met en place au droit des zones de stockage, des obturateurs amovibles au droit des avaloirs et/ou canalisations afin d'éviter toute perte de produits dangereux dans la STEP.
Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Etiquetage des produits chimiques

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/12/2008, article 17
Thème(s) : Produits chimiques, CLP
Prescription contrôlée : Pour les stockages de produits chimiques dans leur emballage commercial :

Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant [...] les pictogrammes de danger, les mentions d'avertissement, de danger et les conseils de prudence.
Constats : Sur site, l'inspection a constaté que les étiquettes étaient conformes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et III
Thème(s) : Risques chroniques, Produits incompatibles et réservoirs
Prescription contrôlée : Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage
Constats : Sur les 3 produits contrôlés, aucune incompatibilité de stockage n'a été constaté. Le réservoir de peroxyde d'hydrogène est équipé d'une jauge de remplissage.
Type de suites proposées : Sans suite